Rapport annuel 2019-2020

45 ANS

RAPSIM

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

SOMMAIRE

Mot du président	03
Une approche globale dans la lutte à l'itinérance	04
Politique en itinérance	05
Analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle	07
Vers un chez soi	08
Pauvreté, droit au revenu et insertion	09
Logement	10
Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)	12
Services d'hébergement	13
Santé	14
Itinérance des femmes	15
Itinérance des jeunes	16
Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ)	17
Ville de Montréal	18
Politique de soutien et de reconnaissance de l'action communautaire	19
Profilage social et cohabitation	20
Communications et diffusion de l'information	21
Vie associative	23
Conseil d'administration	24
Équipe de travail	24
Membership	25
Espace Fullum	25
Financement	25
Sigles	26
Membres	Annexe 1

RAPSIM
Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

Bilan des activités 2019-2020
www.rapsim.org

Septembre 2020

Rédaction : Nadia Lemieux
Correction : Annie Savage
Graphisme : Samuel Alexis Communications

MOT DU PRÉSIDENT

Apportons ensemble un vent de changement et redonnons l'espoir et une meilleure qualité de vie aux personnes en situation d'itinérance.

Chers membres,

Encore cette année, la pertinence de notre regroupement a su être démontrée de manière évidente. Que ce soit la lutte pour le soutien communautaire en logement social, nos interventions liées à la santé qui affectent nos différentes communautés ou nos revendications concernant les réalités inhérentes à la grande pauvreté ainsi qu'aux inégalités sociales. Notre regroupement est solidement engagé dans l'amélioration des conditions de vie des personnes, qui trop souvent sont marginalisées et stigmatisées à cause de leur mode de vie. Aujourd'hui, plus que jamais, il devient important de maintenir le cap sur ces réalités trop souvent occultées dans les différents programmes et services et de reconnaître le travail de nos membres ainsi que l'action communautaire autonome comme piliers dans la lutte à l'injustice sociale.

Pour notre regroupement, voilà une autre année de terminée. L'équipe de travail et le conseil d'administration ont vécu des changements importants. Heureusement, la relève est bien assurée et nous y voyons un regroupement en santé qui est en mesure de faire face aux priorités que nos membres nous confient avec confiance et rigueur. Je désire remercier les partenaires, membres du conseil d'administration, employé.e.s, membres et allié.e.s pour leur dévouement auprès des personnes en situation d'itinérance. Merci également à nos bailleurs de fonds, votre apport est essentiel pour nous permettre une mobilisation forte et soutenue.

L'itinérance a plusieurs visages et nous devons prendre en considération toutes ces différences afin d'apporter plusieurs réponses toujours en phase avec l'amélioration de la qualité de vie et le respect des droits humains.

Merci à nos membres, votre implication est indispensable pour nous permettre de répondre à vos besoins. Vous êtes notre raison d'être.

Bonne lecture à tou.te.s,

Solidairement,

Martin Pagé
Président du RAPSIM

UNE APPROCHE GLOBALE DANS LA LUTTE À L'ITINÉRANCE

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- **Poursuivre** son travail afin de faire connaitre l'ampleur de l'itinérance et de ses différentes réalités ;
- **Continuer** son action en faveur d'une approche globale de la lutte à l'itinérance, qui passe par une diversité d'actions pour la prévenir et la réduire ;
- **Intervenir** pour faire connaitre et valoriser les résultats des actions menées en ce sens par ses membres ;
- **Mener** ce travail en impliquant ses membres pour alimenter son action, cela tant par l'animation de ses comités (Logement, Droit au revenu et Opération Droits Devant) que par des rencontres ad hoc ou thématiques.

Bilan

Encore cette année, le RAPSIM a défendu une approche globale dans la lutte à l'itinérance, et ce, dans l'ensemble de ses actions. Plus particulièrement, il a fait valoir cette approche dans ses interventions dans le cadre de la négociation de l'entente Canada-Québec sur le déploiement du financement fédéral Vers un chez soi. Lors de son forum 45e anniversaire, nous avons pu constater à quel point l'importance d'une approche globale dans la lutte à l'itinérance continue de susciter l'adhésion chez les membres.

POLITIQUE EN ITINÉRANCE

La Politique nationale de lutte à l'itinérance «Ensemble pour éviter la rue et en sortir» identifie la lutte à l'itinérance comme une responsabilité collective et défend l'importance d'une approche globale pour prévenir et réduire le phénomène. La politique interpelle une dizaine de ministères et met de l'avant les cinq axes d'intervention suivants : le logement; les services de santé et les services sociaux ; le revenu; l'éducation, l'insertion sociale et professionnelle; de même que la cohabitation sociale et la judiciarisation.

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Maintenir son action pour que la Politique nationale de lutte à l'itinérance soit déployée avec les moyens adéquats dans ses cinq axes (le logement; les services de santé et les services sociaux; le revenu; l'éducation, l'insertion sociale et socioprofessionnelle; la cohabitation et la judiciarisation), et ce :
  - En demandant les investissements nécessaires auprès du gouvernement du Québec ;
  - En s'impliquant dans les travaux du Comité directeur et de ses groupes de travail découlant du Plan d'action intersectoriel en itinérance de Montréal.

Principales actions menées

- Avril à décembre 2019 : Participation du directeur du RAPSIM aux rencontres du comité consultatif sur le prochain Plan d'action interministériel en itinérance à titre de personne ayant une connaissance des enjeux d'organisation des services en itinérance au plan régional ;
- Participation aux rencontres du Comité directeur intersectoriel en itinérance de la région de Montréal et du sous-comité de réflexion sur la structure de gouvernance des instances en itinérance à Montréal ;
- 28 novembre 2019 : Rencontre avec Steven Guilbeault, ministre du Patrimoine et député de Laurier-Sainte-Marie ;
- Dans le cadre des élections fédérales d'octobre 2019 : Rencontres avec les candidat.e.s de Laurier–Sainte-Marie (Steven Guilbeault, Nima Machouf et Michel Duchesne).

POLITIQUE EN ITINÉRANCE *SUITE*

Bilan

L'Assemblée nationale adoptait en juin 2019 une motion demandant que les fonds fédéraux aillent dans le sens de la Politique nationale de lutte à l'itinérance adoptée au Québec. En ce sens, l'Entente Canada-Québec rappelle que les objectifs de cette politique prévalent. Préoccupé par quand et comment les fonds atterriront sur le terrain, le RAPSIM a travaillé encore cette année à défendre l'approche globale et communautaire propre au Québec.

Face aux bouleversements provoqués par la pandémie de COVID-19, les travaux de consultations entamés ou planifiés en lien avec la structure de gouvernance des instances en itinérance à Montréal, le prochain plan d'action interministériel et la mise en place d'un système d'accès coordonné ont été suspendus. Les communications reçues en ce sens de la part du service régional en itinérance du CCSMTL nous indiquent que ces consultations vont reprendre en 2020-2021.

À noter que les travaux effectués dans le cadre des groupes de travail découlant du Plan d'action intersectoriel en itinérance de Montréal ont été inclus dans les sections correspondantes (Femmes, Santé, SHU, etc.).

ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES DANS UNE PERSPECTIVE INTERSECTIONNELLE

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat :

- D'implanter l'ADS+ afin de discerner de façon préventive les effets de l'ensemble de ses actions sur les personnes en situation ou à risque d'itinérance. Pour ce faire :
  - Qu'il consulte ses groupes membres œuvrant auprès des femmes et des personnes trans afin de l'alimenter sur le contenu de cette résolution ;
  - Qu'il s'assure d'intégrer cette analyse dans l'ensemble de son action, et ce, de façon transversale.

Bilan

En 2019-2020, le RAPSIM a entamé le travail visant ultimement à implanter ADS+ au cœur de ses actions et orientations. La première étape de cette transformation espérée s'est traduite par une formation d'une journée sur l'ADS+, adaptée au milieu de l'itinérance. Cette formation, donnée par l'organisme Relais-Femmes, a permis à l'ensemble de l'équipe et au membres du conseil d'administration de se doter d'une compréhension commune de cette approche et de reconnaître les pistes à considérer pour l'imbriquer dans les pratiques du regroupement.

Il convient de souligner que des aspects fondamentaux de l'ADS+ ont alimenté les réflexions de l'équipe de travail tout au long de l'année, notamment dans le cadre de nos actions en lien avec l'itinérance des femmes et dans la manière dont on mène la lutte au profilage social. Nous sommes d'avis que l'ADS+ devrait également se refléter dans nos pratiques de recrutement, dans nos communications et dans la création de liens de collaboration avec les partenaires externes. L'implantation d'un réflexe ADS+ au sein d'une organisation comme le RAPSIM requiert des efforts soutenus sur le long terme, un travail que nous continuerons de renforcer.

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat :

- D'intervenir activement pour que l'Entente Canada-Québec qui orientera l'attribution des fonds de Vers un chez soi pour 2021-2029 soit conclue :
  - Avec une approche globale de la lutte à l'itinérance, incluant la diversité des interventions et les immobilisations ;
  - Dans le respect du processus de planification communautaire en place ;
  - Sans l'imposition d'un Système d'accès coordonné ni celle d'une gestion informatisée.

Bilan

Le RAPSIM a poursuivi ses représentations et sorties publiques dans la première moitié de l'année 2019-2020 afin de demander que soient conclues dans les plus brefs délais les négociations entre Québec et Ottawa pour la signature d'une entente sur le financement Vers un chez soi dans la province. Au plus fort de ces représentations, le RAPSIM et le RSIQ ont joint leurs voix pour une conférence de presse conjointe en août 2019. Ils ont réitéré leurs demandes afin que cette entente respecte l'approche globale en itinérance, respecte le processus de planification communautaire en place et ne soit pas assortie d'un système d'accès coordonné et d'une gestion informatisée.

C'est finalement trois semaines plus tard que les représentants des deux paliers de gouvernement ont annoncé la signature de cette entente, qui a été accueillie de façon mitigée par le RAPSIM et ses membres. D'une part, le budget destiné au Québec est passé de 30 à 36 M$ pour la période 2021-2024 et l'entente permet de soutenir une diversité d'actions sans que le financement ne soit associé à une approche précise, ce qu'a salué le RAPSIM. Mais, d'autre part, l'entente reprend la cible fédérale de réduction de l'itinérance chronique de 50 %, ce qui omet de prendre en considération l'ampleur des autres situations d'itinérance, dont l'itinérance cachée. De plus, l'entente encadre la mise en place d'un système d'accès coordonné et la poursuite des dénombrements comme moyen de faire le portrait de l'itinérance au Québec.

PAUVRETÉ, DROIT AU REVENU ET INSERTION

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Accentuer son action pour le rehaussement du revenu des personnes seules en mettant de l'avant l'impact du revenu sur la lutte à l'itinérance et en soutenant les demandes portées en ce sens par les autres regroupements de lutte à la pauvreté ;
- Maintenir un suivi de la mise en œuvre du Programme Objectif Emploi et de ses impacts pour les personnes en situation ou à risque d'itinérance ;
- Poursuive son action pour le développement de programmes d'insertion diversifiés et adaptés, notamment pour les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Bilan

Cette année, le comité Droit au revenu a notamment poursuivi son travail en faveur du développement de programmes d'insertion diversifiés et adaptés aux besoins des personnes les plus éloignées de l'emploi. Suivant un travail de documentation des enjeux reliés au programme PAAS-Action effectué en 2018-2019, le comité s'est concentré dans les derniers mois à articuler des recommandations précises à porter auprès du MTESS. Un sous-comité a été mis sur pied à cet effet. Les revendications identifiées comprennent entre autres la nécessité que le programme PAAS-Action n'ait pas comme unique finalité l'accès au marché de l'emploi, que le montant de la rétribution accordée aux participant.e.s en excédent de la prestation de base soit revu à la hausse et que les organismes supportant ce programme puissent eux-mêmes fixer le nombre de places dévolues à cette mesure, selon leurs besoins et capacités. Ces demandes n'ont pas encore été acheminées au ministère, compte-tenu de la crise de la COVID-19.

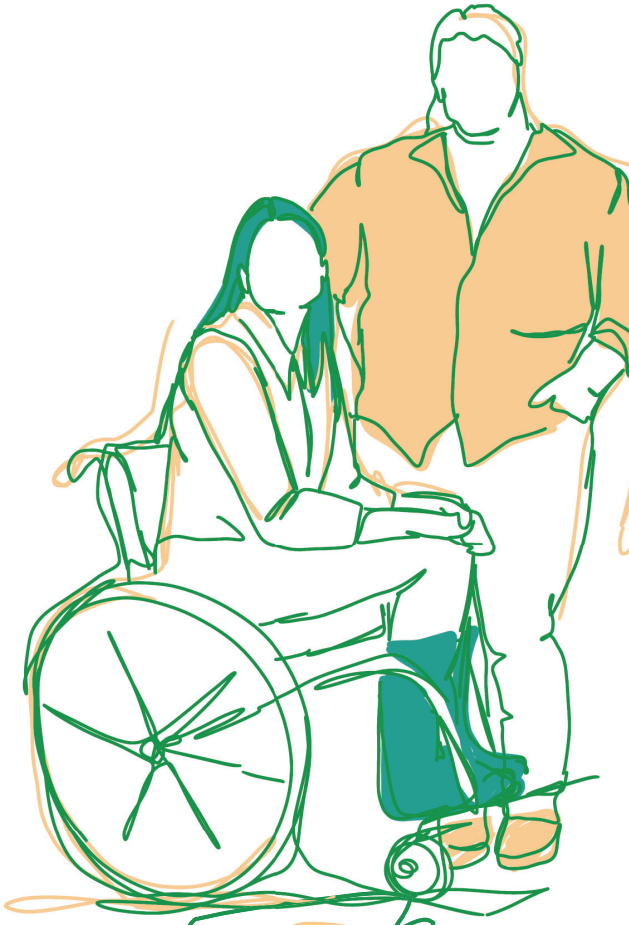
Le comité a aussi initié un rapprochement avec le FCPASQ afin d'entrevoir l'articulation de revendications communes en matière de lutte à la pauvreté. Ces liens, ainsi que ceux entretenus avec le Collectif pour un Québec sans pauvreté, sont à accentuer.

Les travaux du comité Droit au revenu sur les programmes d'insertion ont aussi permis d'alimenter le groupe de travail sur l'insertion et les mesures d'aide financière, que co-coordonne le RAPSIM, le service régional en itinérance du CCSMTL et Emploi-Québec. Ce groupe de travail a aussi été consulté sur la question de la fiducie volontaire dans le cadre d'un projet de recherche mené conjointement par la FOHM et le CCSMTL.

Parallèlement aux actions menées par l'entremise du comité Droit au revenu et des travaux effectués par le groupe de travail régional, le RAPSIM continue de porter auprès de différents acteurs responsables de la lutte à la pauvreté des demandes en faveur de l'augmentation des prestations d'aide sociale. Tel qu'exprimé depuis de nombreuses années, la difficulté marquée à effectuer des gains dans ce dossier nuit largement à l'atteinte des objectifs identifiés dans la Politique nationale de lutte à l'itinérance sous l'axe du revenu.

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Poursuivre ses interventions pour le développement et la pérennisation d'une diversité de logements sociaux, notamment :
  - Auprès du gouvernement du Québec afin qu'il réinvestisse dans le programme AccèsLogis dès son prochain budget ;
  - Auprès du gouvernement fédéral afin que les fonds prévus en logement et itinérance soutiennent le développement et la consolidation de logements sociaux pour personnes en situation ou à risque d'itinérance.
- Maintenir une action soutenue afin que le gouvernement du Québec réinvestisse dans le soutien communautaire en logement social, tant pour les projets en développement que pour consolider le financement de ceux déjà existants. Pour ce faire, qu'il s'assure que ces investissements respectent l'autonomie des groupes dans la mise en œuvre du soutien communautaire ;
- Maintenir son action en faveur de la sauvegarde des maisons de chambres, et ce :
  - En priorisant certaines des 15 pistes d'actions issues du Rapport sur la sauvegarde des maisons de chambres ;
  - En favorisant des actions conjointes avec les autres regroupements en logement.



Bilan

Le RAPSIM a présenté oralement à l'automne un mémoire dans le cadre des consultations de l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte. Il a salué les intentions de la Ville de s'attaquer aux inégalités sociales qui passent par l'accès à un logement, mais a également fait valoir la nécessité de prévoir plus de logements sociaux et de se doter de balises claires sur ce qui constitue un logement dit abordable. Par ailleurs, nous avons insisté sur la nécessité pour la Ville de faire pression sur les gouvernements provincial et fédéral afin d'obtenir le financement nécessaire pour la réalisation de ses objectifs.

En décembre 2019, le RAPSIM a activement mobilisé ses membres pour une manifestation à Ottawa organisée conjointement par le FRAPRU et le RSIQ. Plus de 200 personnes, dont plusieurs membres du RAPSIM, ont marché jusque devant le bureau du premier ministre Trudeau afin de demander des investissements pour répondre à la crise du logement qui sévit à la grandeur du pays et pour le rehaussement du financement pour la lutte à l'itinérance. Le RAPSIM et ses alliés ont insisté sur l'importance de financer le logement social plutôt que le secteur privé, qui ne produit pas de logements véritablement abordables.

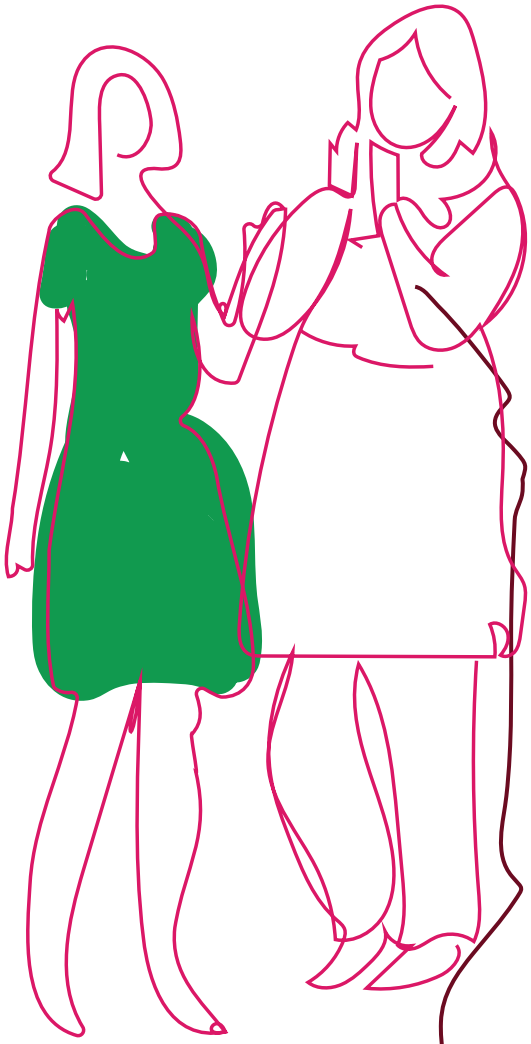
En 2019-2020, le RAPSIM, conjointement avec la FOHM et le RQOH, a procédé à la reprise de la campagne sur le soutien communautaire en logement social « 4 murs, ce n'est pas assez ! », laquelle réclame un financement récurrent de 30 M$ pour le soutien communautaire au Québec. Cinq membres actifs du comité logement du RAPSIM ont été mis à contribution pour mener cette action. La première phase de cette campagne s'est soldée le 2 mars 2019 par la remise au bureau montréalais de la ministre Danielle McCann de 1200 cartes postales de la campagne signées par des représentant.e.s d'organismes communautaires et des personnes qui habitent dans des logements communautaires. Les prochaines phases de cette campagne seront menées au courant de la prochaine année.

Enfin, cette année, le RAPSIM a obtenu un mandat de deux ans comme membre du comité régional pour le SCLS, en réponse à des demandes répétées à cet effet dans les dernières années. Ce comité, coordonné par le CCSMTL, a le mandat d'assurer un suivi de l'application du cadre sur le SCLS au niveau régional. Le RAPSIM y porte la voix de ses membres qui offrent du logement communautaire aux populations en situation ou à risque d'itinérance. Plus spécifiquement, il soulève l'importance que du soutien communautaire soit offert dans tous les types de logements sociaux développés dans le cadre du volet III d'AccèsLogis, que ceux-ci soient transitoires ou permanents.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES (PSOC)

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Poursuivre son soutien à la campagne « Engagez-vous pour le communautaire » et inviter ses membres à participer aux actions prévues ;
- Demander, pour l'affectation des crédits de développement PSOC 2019-2020, une répartition qui prend en compte la réduction des écarts de financement entre les groupes, sans négliger les besoins de consolidation de l'ensemble de ceux-ci. Qu'il réitère son opposition à la prise en compte des revenus totaux de même qu'aux exclusions sur la base de critères administratifs.



Bilan

Le RAPSIM participe activement aux échanges relevant du PSOC et ayant potentiellement un impact sur ses membres, en faisant remonter leurs préoccupations et en défendant leurs intérêts auprès des représentants régionaux.

En plus de contribuer aux travaux de répartition des crédits alloués au rehaussement PSOC, le comité de liaison dans lequel le RAPSIM participe a contribué aux travaux d'adaptation du cadre de gestion PSOC émanant du dépôt du Cadre de référence régional sur le partenariat avec le milieu communautaire.

SERVICES D'HÉBERGEMENT

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Poursuivre son intervention en faveur du développement et de la consolidation des ressources d'hébergement, afin de soutenir une diversité d'actions répondant à la variété des besoins exprimés, et ce, dans divers quartiers de Montréal ;
- Collaborer avec d'autres acteurs concernés en vue de favoriser le développement de ressources additionnelles répondant à la pluralité des besoins des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

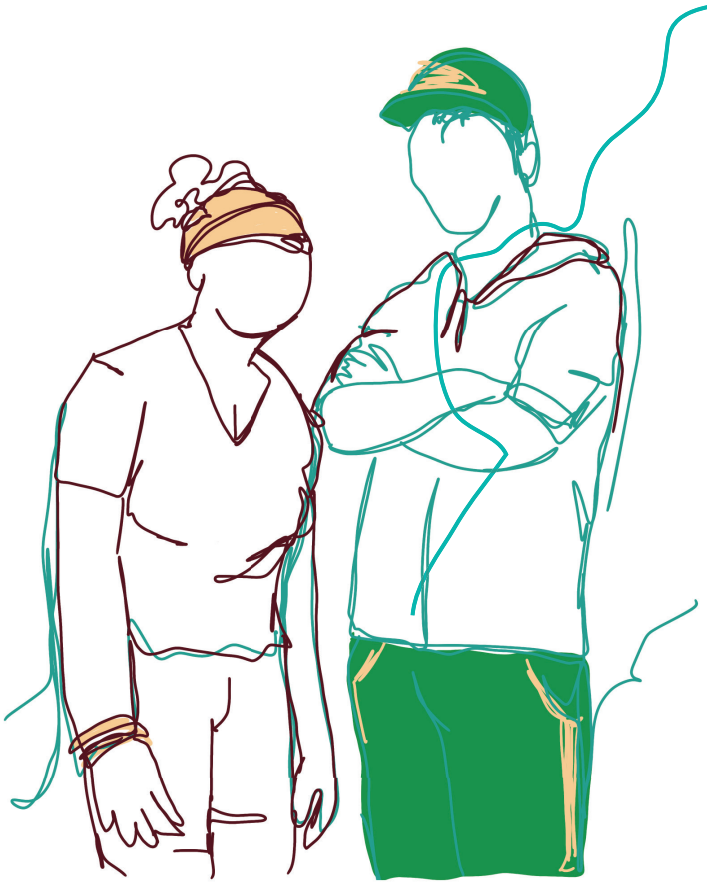
Bilan

Les élections fédérales du 21 octobre 2019 ont reporté au pouvoir le Parti libéral du Canada. Lors de son entretien avec Steven Guilbeault, ministre du Patrimoine et député de Laurier-Sainte-Marie, le RAPSIM a ramené une fois de plus l'importance d'investir en logement social et abordable pour les plus vulnérables et la nécessité d'une Entente Canada-Québec en habitation. Alors que les refuges pour hommes débordent et que les ressources d'hébergement pour femmes cumulent les refus faute de place, le gouvernement fédéral doit contribuer davantage aux actions à mener pour contrer cette situation.

Le RAPSIM a poursuivi son implication au sein du groupe de travail régional sur les services d'hébergement d'urgence. Il assure un suivi sur la fréquentation des SHU et les potentiels trous de services qui lui sont soulevés par ses membres. En cohérence avec sa mission, il soulève lorsque possible la nécessité de valoriser et de soutenir une diversité de réponses en hébergement, et ce, pour des populations variées. Cette année, l'apport du RAPSIM au sein de ce groupe de travail a été d'insister sur la nécessité d'inclure une ADS+ dans l'appel de projets pour les mesures hivernales 2019-2020.

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Poursuivre son intervention pour la défense du droit à la santé des personnes en situation ou à risque d'itinérance, nonobstant le statut d'immigration. Que cela s'incarne notamment par :
    - La revendication de l'amélioration de l'accessibilité à l'ensemble des services du réseau de la santé et des services sociaux ;
    - La promotion et la valorisation des services de santé communautaires pour les personnes non-rejointes, notamment celles qui sont en marge du réseau traditionnel.
- Participer au déploiement de la Stratégie d'accès aux soins de santé et aux services sociaux pour les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir et intervienne en faveur de l'octroi de fonds suffisants pour en assurer l'implantation.



Bilan

Le RAPSIM a poursuivi son implication au sein du comité régional sur la santé et l'itinérance, dont le mandat cette année a surtout été de poursuivre le déploiement de la Stratégie d'accès aux Services de santé et aux services sociaux pour les personnes en situation d'itinérance où à risque de le devenir. Le RAPSIM vise, à travers sa participation à ce comité, à partager les connaissances et expertises de ses membres sur les réalités vécues par les personnes en situation ou à risque d'itinérance dans le réseau de la santé. Cette année, il a entre autres été soulevé la nécessité de mieux faire connaître les nouveaux agents pivot en poste dans les différents CIUSSS de la Ville, constatant une méconnaissance réciproque entre le réseau communautaire et le réseau de la santé.

ITINÉRANCE DES FEMMES

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat :

- D'accentuer son action afin que des réponses supplémentaires soient apportées aux besoins spécifiques des femmes en situation ou à risque d'itinérance, et ce :
    - En interpellant les différents paliers de gouvernement pour demander que des fonds additionnels soient octroyés à la hauteur des besoins identifiés dans les ressources pour femmes, notamment pour le volet hébergement et accompagnement ;
    - En s'assurant que le groupe de travail régional sur l'itinérance des femmes soit consulté de manière transversale dans le cadre de tous les développements en itinérance qui concernent les femmes et que ses travaux mènent à des actions concrètes.

Bilan

Les revendications portées au printemps 2019 par une concertation de neuf organismes membres du RAPSIM offrant de l'hébergement à des femmes en situation d'itinérance, sous la coordination du regroupement, ont mené à certains développements cette année. Rappelons que le RAPSIM et ces organismes avaient identifié des demandes communes pour répondre aux débordements chroniques des ressources d'hébergement pour femmes, lesquelles avaient été portées à l'attention de la mairesse de Montréal Valérie Plante et de la ministre de la Santé et des Services sociaux Danielle McCann lors de rencontres tenues en avril et en mai 2019.

Ayant pris acte des revendications et signifié au RAPSIM et aux membres participants leur volonté d'agir rapidement pour mettre fin à la situation critique dans les hébergements pour femmes, la Ville et le MSSS, par l'entremise du CCSMTL, ont tenu des rencontres spécifiques sur cette question à l'été et à l'automne 2019. Ces rencontres ont permis une fois de plus de valider les besoins des organismes offrant de l'hébergement aux femmes en situation d'itinérance ou en difficulté. S'en est suivi l'annonce d'un montant d'un million de dollars pour la réalisation d'un projet d'hébergement pour femmes, dans le cadre du Fond Réflexe Montréal en itinérance. Les membres du RAPSIM ont eu vite fait de souligner l'insuffisance d'un tel montant pour opérer une ressource non-mixte ouverte 24/7. À la fin de l'exercice 2019-2020, aucun projet n'a été annoncé pour répondre aux débordements dans les ressources pour femmes en situation d'itinérance.

Parallèlement, le RAPSIM a poursuivi son rôle de coanimation, avec le CCSMTL, du groupe de travail régional sur l'itinérance des femmes. Après avoir été mis sur la glace pendant plusieurs mois, suivant des insatisfactions des participantes, notamment sur la base que ce comité n'avait pas permis de répondre adéquatement aux enjeux de débordements cités plus haut, le comité s'est à nouveau rencontré en janvier 2020. Il a été convenu d'un commun accord de poursuivre les actions pour le déploiement de certaines mesures visant les femmes dans le plan d'action intersectoriel en itinérance 2015-2020. Les bouleversements provoqués par la pandémie de COVID-19 ont malheureusement freiné le déploiement de ces mesures pour l'exercice 2019-2020.

ITINÉRANCE DES JEUNES

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour objectif de :

- Suivre le travail de la Coalition Jeunes +.

Bilan

Le RAPSIM est membre du comité de pilotage de la Coalition Jeunes +, dont le mandat est de faire avancer la lutte à l'itinérance jeunesse par une mobilisation concertée et constructive des principaux acteur.rice.s afin de prévenir et réduire collectivement l'itinérance chez les jeunes québécois.e.s de 12 à 30 ans.

Les rencontres du comité de pilotage ont notamment permis de clarifier les objectifs, les orientations et le plan d'action de la Coalition Jeunes +. Les partenaires ont également précisé la structure de gouvernance, l'identité visuelle et travaillé à l'organisation d'un forum sur la prévention de l'itinérance jeunesse. À cause de la crise sanitaire, cet événement qui devait avoir lieu au printemps a été reporté à 2020-2021.

RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)

Le RSIQ regroupe 15 tables de concertations régionales qui totalisent plus de 350 organismes communautaires. Le RAPSIM en est un membre actif depuis sa création, il y a 21 ans.

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour objectif de :

- Continuer à participer activement au travail du RSIQ.

Le 10 mai 2019, le RAPSIM a participé à la table des régions du RSIQ à Drummondville. Une délégation de 12 membres du RAPSIM a aussi pris part à l'AGA du RSIQ, tenue à Châteauguay le 13 septembre 2019.

À noter que la contribution du RAPSIM au travail du RSIQ est traitée dans les sections VCS et Logement.

VILLE DE MONTRÉAL

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Poursuivre son action en faveur de la réalisation des mesures contenues dans le Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020. Que cela s'incarne notamment en revendiquant que la Ville de Montréal :

  - Mettre en œuvre la diversité des actions prévues dans son Plan d'action ;

  - Assume pleinement son rôle de porte-parole pour faire valoir les besoins de la métropole auprès des autres paliers gouvernementaux.

Démarche de portraits par quartiers

25 septembre 2019, 29 octobre 2019, 30 janvier 2020 : Participation aux journées de concertation organisées par le SDIS de la Ville dans le cadre de la démarche de portraits par quartiers figurant au Plan d'action de lutte contre l'itinérance de la Ville 2018-2020. Ces journées se sont tenues dans différents arrondissements.

Bilan de l'an 1 du Plan d'action

15 janvier 2020 : Participation à la rencontre du Comité des porteurs du plan d'action en itinérance de la Ville de Montréal. Présentation par la Ville de l'état d'avancement de l'ensemble des actions figurant au Plan 2018-2020.

POLITIQUE DE SOUTIEN ET DE RECONNAISSANCE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

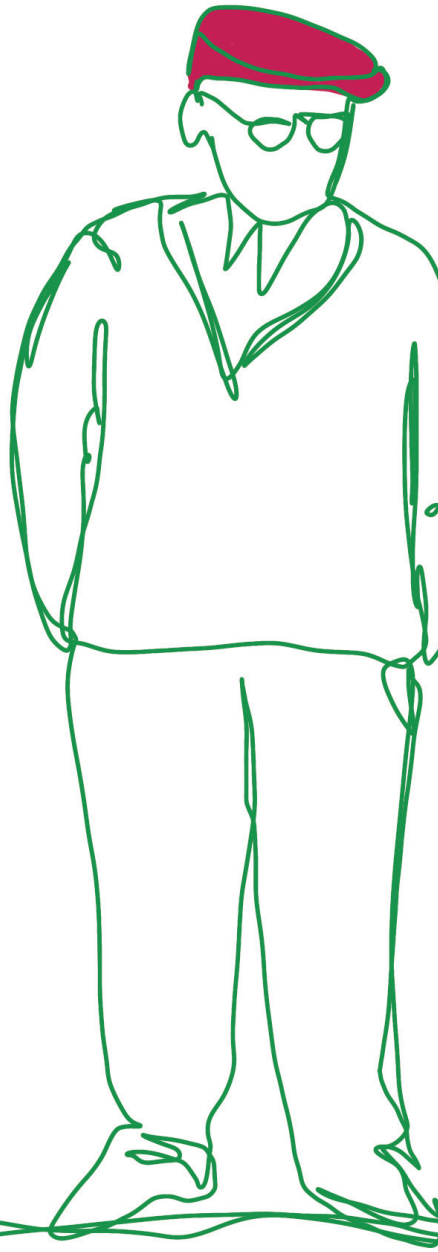
Participer aux travaux entourant l'élaboration d'une politique de soutien et de reconnaissance de l'action communautaire par la Ville de Montréal, en s'assurant que cette dernière permette de reconnaitre la spécificité et l'autonomie des groupes et de mieux s'arrimer avec la Politique nationale de reconnaissance de l'action communautaire (PRAC).

Bilan

Le RAPSIM s'est impliqué au sein du comité sur la politique de reconnaissance des organismes communautaires de la Ville de Montréal, poursuivant ainsi les travaux entourant l'élaboration d'une politique de soutien et de reconnaissance de l'action communautaire autonome entamés en 2018. Plusieurs rencontres se sont tenues en lien avec ce dossier et suite à la publication du projet de politique par la Ville en novembre 2019.

Le RAPSIM a participé à l'organisation d'une assemblée communautaire destinée aux organismes communautaires membres des regroupements impliqués afin de présenter ce projet de politique et faire émaner différentes recommandations à adresser à la Ville. Une dizaine de membres du RAPSIM y ont pris part.

En février 2020, un mémoire collectif impliquant 14 regroupements montréalais a été rédigé et déposé à la Ville lors d'audiences publiques. Cette démarche de la Ville, probablement interrompu par la pandémie de la COVID-19 devrait se finaliser en 2020-2021.



PROFILAGE SOCIAL ET COHABITATION

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour mandat de :

- Poursuivre son intervention en regard du profilage social et de la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance, et ce :

  - En suivant activement l'exercice d'analyse de la règlementation et de son application mené par la Ville de Montréal afin de marquer des gains ;

  - En s'impliquant sur les enjeux de cohabitation sociale pour y défendre le droit de cité et en documentant ces situations dans l'espace public.

Bilan

Le RAPSIM a poursuivi cette année un travail de documentation des situations de profilage social et de judiciarisation des personnes en situation d'itinérance afin d'être alimenté pour la production de son cinquième portrait de la situation dans l'espace public. Il a ainsi consulté ses membres par l'entremise de questionnaires et de groupes de réflexion à l'été et l'automne 2019. La sortie du portrait a été reportée en raison de la pandémie et devrait donc avoir lieu au courant de la prochaine année.

Parallèlement, le RAPSIM a poursuivi son implication dans le processus d'analyse de la réglementation municipale portée par le SDIS de la Ville de Montréal. Cet exercice a été entamé suivant la consultation publique sur le profilage racial et le profilage social de 2017, dans le cadre de laquelle le RAPSIM avait déposé un mémoire. Les travaux du comité de travail mis sur pied à cet effet se poursuivront en 2020.

Le RAPSIM a également continué de participer aux rencontres du groupe de travail sur la cohabitation sociale. En 2019, il a participé activement au sous-comité organisateur d'un forum sur la cohabitation sociale, élément phare du plan d'action en itinérance de la Ville de Montréal 2018-2020. Il a notamment travaillé pour assurer une présence de personnes ayant un vécu d'itinérance lors de cet événement qui a rassemblé plus de 100 personnes de milieux variés en novembre 2019. Les actes du forum étaient toujours en cours d'écriture à la fin de l'exercice 2019-2020.

Le comité Opération Droits Devant (ODD) s'est réuni à deux reprises en 2019-2020, une rencontre ayant dû être annulée en raison de la pandémie de COVID-19. Une rencontre tenue en décembre 2019 a notamment mobilisé plusieurs membres en raison de la présence de Martine Dubuc, responsable du dossier de l'itinérance et de la BEP au SPVM, de même que Chef du poste de quartier 20. Cette rencontre a permis des échanges auparavant rarement possibles entre des intervenants et intervenantes du terrain et une personne haute-gradée du SPVM. Les membres ont apprécié pouvoir poser leurs questions et apporter leur point de vue.

Cet hiver, un comité ad hoc de l'ODD s'est mis sur pied pour répondre à de nombreuses dénonciations concernant le comportement d'un agent du SPVM vis-à-vis des personnes en situation d'itinérance dans le quartier Centre-Sud. Une lettre chapeautée par le RAPSIM et cosignée par neuf membres a été envoyée le 10 mar 2020 au chef du poste de quartier 22 pour demander la tenue d'une rencontre sur cette question. Cette rencontre n'a pu avoir lieu au printemps 2020 compte tenue de la pandémie.

COMMUNICATIONS ET DIFFUSION DE L'INFORMATION

De façon continue, le RAPSIM fait appel à une panoplie de plateformes de communications afin de faire connaitre ses positions, de faire progresser ses demandes, de mobiliser ses membres et de rejoindre ses partenaires et le grand public.

En 2019-2020, le RAPSIM avait pour objectif de :

- Continuer à intervenir publiquement dans les médias et dans différents lieux pour promouvoir ses demandes et commenter l'actualité ;
- Maintenir la publication de son Réseau-Info, de sa chronique dans L'Itinéraire et de son fil de presse ;
- Continuer à alimenter son site internet et procéder à une refonte de celui-ci.

Réseau-Info

Le RAPSIM produit un bulletin de nouvelles, intitulé Réseau-Info, sur les enjeux d'actualité et ses activités. Ce bulletin, qui est le principal outil de communication, est envoyé ponctuellement à 220 abonné.e.s parmi les groupes membres et, selon l'objet traité, à d'autres regroupements communautaires et à des partenaires institutionnels et politiques. En 2019-2020, le RAPSIM a produit 47 Réseaux-Info.

Interventions médiatiques

Cette année, le RAPSIM a fait l'objet de près de 70 couvertures médiatiques sur des sujets divers, dont notamment les enjeux en itinérance lors de la campagne électorale fédérale de 2019, ramenés lors de la 30e Nuit des sans-abri, et les préoccupations en lien avec l'entente Canada-Québec en itinérance dans le cadre du programme de financement Vers un chez soi.

Fil de presse

Le RAPSIM produit hebdomadairement une revue de presse compilant une sélection d'articles et de reportages au sujet de l'itinérance ou d'autres enjeux reliés à ce phénomène, comme le logement, la pauvreté ou la santé mentale. Ce fil de presse est envoyé à 189 abonné.e.s, dont des groupes membres et des partenaires.

COMMUNICATIONS ET DIFFUSION DE L'INFORMATION *SUITE*

Mot du RAPSIM dans L'Itinéraire

Cette année, le RAPSIM a continué à publier sa chronique bimensuelle dans le magazine L'Itinéraire. Cette rubrique permet au regroupement d'aborder plusieurs enjeux liés à l'actualité en itinérance, de visibiliser les réalisations des membres et d'exprimer ses positions.

Babillard du RAPSIM

Sur une base hebdomadaire, le RAPSIM envoie aussi un babillard afin de relayer à les activités, mobilisations et offres emplois de ses membres et des groupes alliés. Ce fil de presse est envoyé à 318 abonné.e.s.

Réseaux sociaux

En 2019-2020, le RAPSIM a maintenu une activité importante sur les réseaux sociaux. Sa page Facebook comptait, au 1er avril 2020, 4526 abonné.e.s, soit 386 de plus que l'an dernier. Ses publications, et particulièrement celles qui relaient des articles de presse, sont fréquemment partagées.

Le RAPSIM est également actif sur Twitter, mais de façon plus modeste, l'utilisant principalement pour faire la promotion d'actions ou d'évènements publics organisés par le regroupement.

Site web

Le RAPSIM a procédé cette année à une refonte complète de son site web, alors que son précédent site n'avait pas changé depuis 2009. Après plusieurs mois de travail de rédaction et d'édition, la nouvelle plateforme a pu être mise en ligne en février 2020. Celle-ci est désormais beaucoup plus facile d'utilisation et permet une navigation efficace par thématiques. Il est depuis tenu régulièrement à jour pour y diffuser les activités et communications du RAPSIM.

Transfert de connaissances

Outre ses interventions médiatiques, le RAPSIM intervient lors de différents évènements et activités pour y faire connaitre ses positions. À celles déjà évoquées dans les différentes sections de ce bilan s'ajoutent les interventions suivantes :

27 août 2019 : Présentation sur les réalités de l'itinérance et sur les événements clés de la lutte contre ce phénomène à Montréal et au Québec dans le cadre de l'Université d'été : Enjeux et pratiques en itinérance, organisée par l'Université de Montréal.

29 octobre 2019 : Présentation sur l'itinérance et la pauvreté chez les personnes aînées à la Caisse populaire du Quartier latin dans le cadre de la campagne Centraide.

11 novembre 2019 : Présentation sur l'itinérance jeunesse aux bureaux d'Hydro-Québec dans le cadre de la campagne Centraide.

11 février 2020 : Présentation sur les réalités de l'itinérance et le rôle du RAPSIM à la Table de concertation en santé mentale Jeanne-Mance.

VIE ASSOCIATIVE

Le 4 juin 2019, ce sont 95 personnes en provenance de 60 groupes membres qui ont participé à l'assemblée générale annuelle (AGA) du RAPSIM.

En plus de la bonne présence à son AGA, le RAPSIM a pu bénéficier d'une grande participation de ses membres à son Forum 45e anniversaire, auquel ont pris part plus d'une centaine de personnes, de même que lors des rencontres de ses trois comités permanents (Droit au revenu, Logement et Opération Droits Devant).

De façon continue, les membres alimentent le travail de la permanence en lui partageant leurs connaissances, réalités et préoccupations. Ils interagissent avec elle par des communications régulières et l'accueillent dans leurs locaux lorsque le contexte s'y prête.

En 2019-2020, les membres ont consacré plus de 1200 heures au déploiement de notre action, et ce, tant par l'implication des directions et des intervenant.e.s que des personnes fréquentant les organismes. Cette implication active des membres constitue une force majeure pour le RAPSIM.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2019-2020, le conseil d'administration du RAPSIM était formé de :

Martin Pagé
président*, directeur général de Dopamine

Sylvie Boivin
administratrice*, directrice générale de L'Anonyme

Cécile Arbaud
trésorière, directrice générale de Dans la rue

Gabrielle Neamtan-Lapalme
secrétaire, directrice générale adjointe à la SHAPEM

Robert Mannigham
administrateur, directeur général de l'Atelier habitation Montréal

Bernard Besancenot
administrateur, agent de liaison avec la communauté de MultiCaf

Julie Chevalier
administratrice*, directrice générale des Maisons de l'Ancre

* Membres du comité directeur du RAPSIM.

ÉQUIPE

Au 31 mars 2020, l'équipe de travail du RAPSIM était composée de :

Pierre Gaudreau
directeur

Annie Savage
directrice par intérim

Nadia Lemieux
organisatrice communautaire

François-Antoine Bourque
organisateur communautaire

À l'été 2019, le RAPSIM a vu partir les organisateurs.rice.s communautaires **Guillaume Legault** et **Alice Lepetit.** Nous les remercions sincèrement pour leur contribution au sein de l'équipe et pour leur travail dans les dossiers qu'ils ont porté avec conviction et diligence.

Nous tenons aussi à saluer le passage de **Romina Hernandez**, qui a contribué au travail du regroupement à titre d'organisatrice communautaire pour la période de septembre 2019 à février 2020.

MEMBERSHIP

Au 1er avril 2019, le RAPSIM comptait 110 membres. Le 17 octobre 2019, le conseil d'administration a accepté la demande d'adhésion à son membership de La Marie Debout, le Centre des femmes d'Hochelaga-Maisonneuve. Cet organisme a voulu se joindre à notre lutte, dont il est depuis des années solidaire. Le RAPSIM leur souhaite à nouveau la bienvenue !

ESPACE FULLUM

Depuis six ans, le RAPSIM est un locataire de La Traversée à l'Espace Fullum. En plus d'y tenir les bureaux de sa permanence, le RAPSIM tient régulièrement des activités dans d'autres locaux du bâtiment.

FINANCEMENT

Cette année encore, le RAPSIM a pu mener son action grâce à l'appui financier de différentes sources, dont celle, majeure, de Centraide du Grand Montréal. Le soutien continu de Centraide constitue un apport précieux pour le RAPSIM qui peut compter sur son appui depuis plus de 30 ans afin de mener à bien ses actions pour lutter contre l'itinérance.

Le gouvernement du Québec, par l'entremise du PSOC, a aussi apporté un soutien important au RAPSIM à travers son financement à la mission. Le gouvernement fédéral a également soutenu notre action dans le cadre de VCS 2019-2021.

Le RAPSIM a également pu bénéficier d'un soutien de la part de la Ville de Montréal, pour son travail en lien avec le déploiement du Plan d'action montréalais en itinérance.

Enfin, les membres apportent aussi un appui financier au RAPSIM en versant leur cotisation annuelle et en contribuant aux frais de certaines rencontres et activités. Des communautés religieuses et des syndicats nous offrent également leur appui.

SIGLES

ADS+ : Analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle

BEP : Brigade des espaces publics du SPVM

CCSMTL : CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal

CDPDJQ : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec

CREMIS : Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations

FCPASQ : Front commun des personnes assistées sociales du Québec

FRAPRU : Front d'action populaire en réaménagement urbain

FRMI : Fonds Réflexe Montréal en itinérance

FOHM : Fédération des OSBL d'habitation de Montréal

LDL : Ligue des droits et libertés

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux

MTESS : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

OCPM : Office de consultation publique de Montréal

OMHM : Office municipal d'habitation de Montréal

PAAS-Action : Programme d'aide et d'accompagnement social d'Emploi-Québec

RIOCM : le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal

RSIQ : Réseau Solidarité Itinérance du Québec

RQOH : Réseau québécois des OSBL d'habitation

SDIS : Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal

SPVM : Service de police de la Ville de Montréal

STM : Société de transport de Montréal

VCS : Vers un chez soi

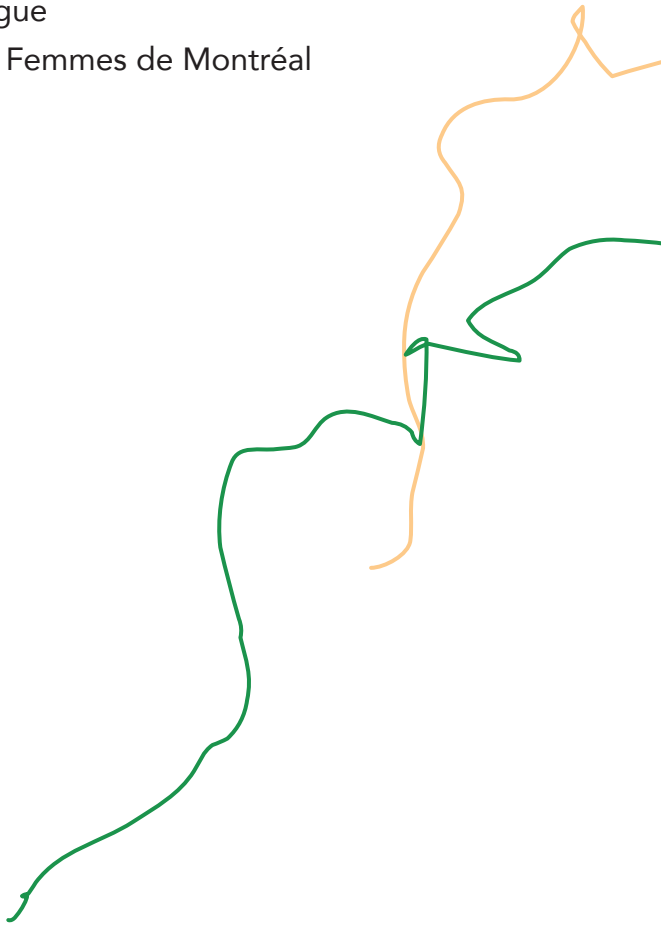
MEMBRES au 31 mars 2019

Abri de l'espoir
Action-Autonomie
Action Jeunesse de l'Ouest de l'île (AJOI)
Action-réinsertion / Sac à Dos
Anonyme – Unité d'intervention mobile
Armée du Salut – Centre Booth *
Arrêt-Source
Association Bénévole Amitié
ADDS (Association pour la défense des Droits sociaux du Montréal Métropolitain)
Association d'entraide Le Chaînon
Association logement Amitié
Atelier d'Habitation de Montréal
Auberge du cœur – Le Tournant
Auberge communautaire du Sud-ouest
Auberge Madeleine
Avenue hébergement communautaire
À deux mains/Head and Hands
Bâtir son quartier
Boulot vers
Brin d'elles
Bureau consultation jeunesse (BCJ)
CACTUS Montréal
C.A.S.A. Bernard-Hubert *
Centre associatif polyvalent d'aide Hépatite C (CAPAHC)
CAP St-Barnabé
Centre communautaire Petite-Côte
Centre d'écoute - Face à face
Carrefour familial Hochelaga
Centre d'amitié autochtone
Centre de jour St-James
Centre de soir Denise-Massé
Centre NAHA
Chambreclerc
Chez Doris
Christ Church Cathedral *
Cirque Hors-Piste
Clinique Droits Devant
CIUSSS Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal (CLSC des Faubourgs) *
Comité BAILS
Comité logement Ville-Marie
Comité social Centre-Sud
Dans la rue
Dîners Saint-Louis
Dianova Canada
Diogène
Dopamine
En Marge 12-17
Entraide-Logement Hochelaga-Maisonneuve
Escale Famille le Triolet
Exeko
Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal
GEIPSI (Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes)
Groupe CDH
GIT (Groupe Information Travail)
Groupe Paradoxe
Habitations L'escalier de Montréal
Habitations populaires de Parc-Extension (HAPOPEX)
Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Infologis de l'Est de l'île de Montréal
L'Antre Jeunes de Mercier-Est

*membre associé

MEMBRES au 31 mars 2019 *SUITE*

L'Itinéraire – Groupe communautaire
Logifem
Logis Phare
Logis Rose-Virginie
Maison des Amis du Plateau Mtl-Royal
Maison du Partage d'Youville
Maison du Pharillon
Ma Chambre
Maison Benoit-Labre
Maison Grise de Montréal
Maison d'Hérelle
Maison Lucien-L'Allier
Maison Marguerite de Montréal
Maison l'Exode
Maison St-Dominique
Maison St-Jacques
Maison Tangente
Maisons de l'Ancre
Marie Debout (La)
Médecins du Monde
Méta d'Âme
MultiCaf
Œuvres St-Jacques
PACT de rue
P.A.S. de la rue
Passages
PIAMP (Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es)
Plein Milieu
Projets Autochtones du Québec
Projet Genèse
RAP Jeunesse
Refuge des Jeunes de Montréal
Réseau Habitation Femmes (RHF)
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent
REZO - santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels
Rue des Femmes de Montréal
Mission Saint-Michael's
Sentier Urbain
Service d'hébergement Saint-Denis
SHAPEM
Société St-Vincent-de-Paul
Spectre de rue
Stella, L'amie de Maimie
Sidalys
TRAC (Travail de rue Action communautaire)
Les Valoristes
Villa Exprès pour toi
YMCA du Québec – Premier arrêt et Dialogue
Y des Femmes de Montréal



**membre associé*